

POUR UNE HAUSSE GÉNÉRALISÉE DES *salaires,* ET DES *pensions !*

Avec une inflation de plus de 6 % sur un an, la situation salariale atteint un niveau insupportable. La fin de l'insouciance et de l'abondance, nous y sommes confronté-e-s depuis longtemps

Dans tous les secteurs les salaires stagnent et les conditions de travail se détériorent. Alors que la fatigue et le ras-le-bol s'étendent sur nos lieux de travail, le Gouvernement préfère remettre à l'ordre du jour de nouvelles régressions de l'assurance chômage et la réforme des retraites, refusant de prendre de véritables mesures générales pour garantir des hausses de salaire pour toutes les catégories de travailleur-euse-s.



15 % & **25 %**
DEPUIS 2010 DEPUIS 2000

À Bercy, **nous exigeons** l'ouverture de négociations (comme elles ont déjà été menées dans d'autres secteurs aux Finances - Banque de France, Caisse des dépôts et consignations) pour sortir des seules augmentations individuelles et discrétionnaires proposées par le ministère.

**DE PERTE DE LA
VALEUR DU POINT
D'INDICE**

L'argent nécessaire est mobilisable avec notamment les superprofits. Ceux-ci sont engrangés par des multinationales qui ont profité de la crise sanitaire ou de la guerre en Ukraine, pendant que des millions de personnes se sont appauvries et que les effets du changement climatique sont de plus en plus criants. Il est donc urgent de mettre en place, comme de nombreux pays européens, un mécanisme de taxation de ces super profits et d'en affecter le produit aux plus modestes tout en accélérant la transition écologique.

JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022

La fédération des Finances CGT appelle à la grève et à participer massivement aux manifestations pour gagner la hausse de nos salaires et de nos retraites, l'amélioration de nos conditions de travail, des moyens pour les services publics et pour répondre, sur nos lieux de travail, aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous devons faire face.

IL EST URGENT DE GAGNER UNE AUGMENTATION GÉNÉRALISÉE DES SALAIRES

Pour les agent-e-s de la Fonction publique, la revalorisation du 1er juillet de 3.5 % du point d'indice, est déjà bien entamée : avec une inflation qui a augmenté de 5.8 % sur un an et une perte de pouvoir d'achat accumulée depuis des années, cette revalorisation est bien en deçà des besoins pour préserver notre pouvoir d'achat.

- ☒ L'indexation automatique de la valeur du point d'indice sur le coût de la vie.
- ☒ Des mesures immédiates de rattrapage de la perte de valeur du point par le versement de 300€ pour tous-tes soit 65 points d'indice.
- ☒ l'intégration des primes ayant un caractère de complément de salaire dans le traitement brut.
- ☒ La revalorisation des filières majoritairement féminines pour l'égalité salariale.

- ☒ Des plans de qualification ambitieux avec des promotions étudiées lors de CAP pour plus de transparence, et un déroulement de carrière linéaire
- ☒ Pour les salarié-e-s de droit privé : construire de nouvelles grilles de qualifications et de salaires sur le principe d'un début de grille à minima au niveau du SMIC revendiqué à 2000€ brut.

retraites :

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS DANS CES CONDITIONS ? IMPOSSIBLE !

Rappelons que :

- ☒ L'espérance de vie en bonne santé stagne à 64 ans.
 - ☒ Seules 38 % des personnes de plus de 60 ans sont aujourd'hui en emploi. Reporter l'âge de départ fera chuter les pensions qui sont déjà de plus en plus faibles du fait des précédentes réformes.
 - ☒ Réduire les droits à la retraite solidaire contraindra les travailleur-euse-s à se tourner vers l'épargne retraite, créant une manne de spéculation à la main des banques et des assurances.
- Nous voulons la retraite à 60 ans (ou 55 ans dans le cadre de la reconnaissance de la pénibilité pour les collègues concerné-e-s) avec 75 % du dernier salaire.

☒ La première ministre a annoncé la relance de la réforme des retraites enterrée sous le précédent quinquennat grâce à la mobilisation. Patronat et gouvernement veulent augmenter la durée de cotisation ou l'âge légal de départ à la retraite pour nous faire travailler plus longtemps.

Pour la financer il faut instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, mettre à contribution l'intéressement, la participation, l'épargne salariale et tout complément de rémunération, et augmenter les cotisations patronales.

AU TRAVAIL ET DANS LA RUE, PRENONS LA MAIN !

☒ Seul-e-s, nous sommes enfermé-e-s dans le "se soumettre ou se démettre". Collectivement nous pouvons changer la donne ! Dans le contexte économique actuel, les missions des administrations de Bercy et des établissements du semi-public, doivent être immédiatement renforcées.

Alors le 29 septembre, tous et toutes mobilisé-e-s !



retrouvez nous sur
réseaux sociaux !

